

Contre la révocation arbitraire d'Isabelle Neuschwander

Communiqué de presse de l'APHG

Paris, le 22 février 2011.

L'Association des Professeurs d'histoire et de Géographie (APHG) a appris avec stupeur et indignation le renvoi brutal de Madame Isabelle Neuschwander, Directrice des Archives nationales. Nommée en 2007, elle avait en charge le projet du bâtiment de Pierrefitte, le déménagement des archives postérieures à 1789 sur ce site et l'organisation des espaces libérés au Marais.

Cette mesure arbitraire s'inscrit dans la volonté politique du Président de la République d'implanter sur le site historique du Marais une Maison de l'Histoire de France. Après avoir essuyé beaucoup de refus, ses promoteurs ont jeté leur dévolu sur les bâtiments des Archives Nationales pour y occuper des espaces libérés par le déménagement de Pierrefitte. Cette implantation vient contrecarrer le projet scientifique et culturel des Archives Nationales qui doivent installer au cœur du quadrilatère du Marais de nouvelles minutes notariales, déployer les documents médiévaux et développer les espaces d'exposition pour le public et les salles pédagogiques pour les scolaires.

Déjà réservés sur le projet initial de la Maison de l'histoire de France en raison de son instrumentalisation politique, l'APHG constate que la décision d'évincer la Directrice des Archives Nationales, actrice majeure de la rénovation des Archives Nationales, s'inscrit dans la logique qui a présidé au choix des Archives Nationales pour lieu de la Maison de l'Histoire de France : elle vient confirmer le soupçon qui pèse depuis le départ sur ce projet et le mépris dans lesquels sont tenus les arguments présentés par les acteurs professionnels des archives et de l'histoire.

L'APHG tient à exprimer à Isabelle Neuschwander toute sa reconnaissance pour le travail accompli et tout son soutien face à la sanction injuste qui la frappe. Celle-ci est d'autant plus infondée qu'Isabelle Neuschwander avait, par la qualité de son travail, su acquérir sur le personnel, la véritable autorité scientifique et humaine, dont on lui reproche de n'avoir pas fait preuve. Cette révocation est la marque d'un autoritarisme qui est l'exact contraire de l'autorité.

L'APHG renouvelle son opposition à l'implantation de la Maison de l'Histoire de France aux Archives Nationales, source de division et de confusion et propose son implantation ailleurs, en particulier à l'Hôtel de la Marine, place de la Concorde, promis il y a peu à la curée des appétits commerciaux.

Pour l'APHG,

Bruno Benoit, *Président de l'APHG Professeur des universités (IEP de Lyon)*

Jacques Portes, *Coprésident de l'APHG, Professeur des universités à Paris 8,*

Jean-Marc Delaunay, *Professeur des universités (Paris 3), membre du Conseil de gestion de l'APHG,*

Dominique Julia, *Directeur d'Etudes à l'EHESS et au CNRS,*

Philippe Joutard, *Recteur, Professeur des universités,*

Michel Kaplan, *Professeur des universités, membre du Conseil de Gestion de l'APHG ,*

Hubert Tison et Béatrice Louapre-Sapir, *secrétaires généraux de l'APHG .*